

Pour un vrai débat sur les enjeux de l'emploi, déclaration du Bureau de la Fédération Protestante de France

Le chômage et l'exclusion prennent une ampleur dramatique au sein de la société française. L'emploi et l'interrogation sur le sens de travail sont au coeur des analyses et des peurs. Les chiffres sont connus de tous. Le niveau de chômage, l'angoisse des jeunes et la fragilisation économique et sociale d'une partie croissante de la population sont tels que la dignité et l'espoir en un avenir meilleur sont mis en cause. La nécessaire reprise de la croissance ne changera que marginalement les données du problème. Nous sommes dans une situation de scandale au vrai sens du mot l'obstacle qui fait trébucher.

Se mobiliser pour l'intégration

Un tel délitement social porte en germe la destruction du sens de la responsabilité individuelle et de la solidarité collective, sans lesquelles toute société humaine se transforme vite en une jungle sans pitié.

Devant cette situation, la Fédération Protestante de France lance un appel à toutes et à tous, responsables politiques, économiques et sociaux ou individus isolés pour qu'ils se mobilisent dans l'action quotidienne, pour qu'ils inventent ensemble de nouvelles façons de penser la vie en commun. Aucun économiste, aucun homme politique ne détient la clé du problème. Il n'y a pas de trésor caché. Dès lors, il faut bien se persuader que le chômage est l'affaire de tous et que nous n'avons que trop tardé à nous en convaincre. C'est ensemble que nous pourrons y remédier, en nous engageant lucidement et en acceptant les efforts nécessaires

Les derniers rapports d'experts ont dressé l'inventaire des blocages propres à la société française, des blocages qui semblent faire l'objet d'un "consensus confortable et implicite"

- la mondialisation des échanges accélérée et mal régulée°,
- la croissance du volume des transactions financières sur les marchés internationaux,
- la structure des prélèvements qui alourdit le coût du travail,
- le culte du diplôme,
- la faible représentativité des corps intermédiaires,
- le risque solitaire dans lequel on abandonne le créateur d'emploi,
- le désarroi du demandeur d'emploi soumis à toutes les pressions,

-la spirale de l'exclusion, etc.,

on n'en finit pas de dresser la liste de ces blocages qui nous paralysent.

Or, notre conviction est que l'intégration sociale, c'est-à-dire la place de chacun, doit être la priorité pour la société française avant l'augmentation de sa richesse matérielle, avant la préservation de chasses gardées. L'intégration, sous toutes ses formes, par l'emploi certes, mais aussi par la valorisation collective du travail non salarié, par la richesse des liens sociaux, par la sécurité et la protection collective, par l'ouverture à l'autre. Nous voulons promouvoir une intégration qui fera que chacun aura un nom. Car telle est la perspective d'espérance qui nous porte.

Un débat pour une parole prophétique

Lorsqu'une société ne sait plus se donner un avenir, il lui faut développer des lieux de paroles, de réflexions et de négociations qui feront diminuer l'angoisse collective. Pour ce faire, nous appelons à un large débat public. Des initiatives, des consultations sur le travail, le chômage, l'exclusion et les nouvelles solidarités commencent à apparaître. Il faut aller plus loin et plus fort dans ce sens. Pourquoi ne pas organiser des consultations nationales du type de celles qui ont été lancées sur le code de la nationalité (commission Marceau Long) ?

Il s'agit d'associer l'ensemble de la société française (et en particulier les chômeurs et les exclus) à l'étude et au mûrissement des mesures à prendre sur ce qui la concerne au premier chef : le travail, le chômage, l'exclusion et les nouvelles solidarités.

Nous croyons fermement que mettre le débat sur la place publique dans la durée et la sérénité, en dehors des échéances électorales, aidera à trouver de nouvelles marges de manoeuvre et fera émerger progressivement de nouveaux consensus. Nous en appelons à un vrai travail de la société française sur elle-même et ce, à tous les niveaux. Toutes ses composantes en ont la responsabilité chacune à sa mesure et à sa place. De cette interrogation collective, exigeante et sincère, surgira une parole prophétique.

Un sursaut collectif pour l'emploi

Un sursaut collectif est nécessaire pour aborder des questions qui en appellent concrètement à notre engagement.

Si par exemple, nous nous disons prêts à accepter une réforme profonde de la fiscalité au profit de l'emploi, cela veut dire que nous acceptons de voir augmenter notre contribution personnelle (peut-être par le biais de la CSG) en proportion de nos revenus.

Si nous pensons qu'il est indispensable de conserver ou de créer des emplois de proximité qui font la trame du tissu social dans les quartiers, cela veut dire que nous sommes prêts à les financer, fût-ce au détriment d'un autre type de consommation.

Si nous croyons utiles les initiatives qui se créent autour du chômage (associations d'aide aux demandeurs d'emploi, entreprises d'insertion, associations intermédiaires ..), cela veut dire que nous sommes décidés à y contribuer.

Si nous considérons que la réduction du temps de travail est une piste à suivre, cela veut dire que c'est l'ensemble de notre organisation du temps, personnelle et collective, que nous sommes prêts à voir évoluer.

Si nous nous désespérons de la faible représentativité des corps intermédiaires, cela veut dire que nous nous engagerons personnellement, pour les renforcer.

A côté des décisions collectives, nous devons mettre en cause nos comportements individuels. Sans efforts et sans cette remise en cause, nous ne lutterons pas contre le chômage et contre l'exclusion. Nous ne donnerons pas une nouvelle place au travail dans notre vie. Une prise de conscience collective peut permettre d'éclairer l'avenir. Seul un débat clairvoyant et courageux peut y conduire.

Nous engageons les églises, les mouvements, les groupes locaux à participer à ce débat, à ce mûrissement des consciences.

Nous, protestants, avons une réflexion particulière à mener sur la place du travail dans nos vies et sur la façon de partager dans une société solidaire.

° Rapport d'étape rendu au Premier ministre en août 1993, par la commission Mattéoli.

Tiré de "**Travail, partage, exclusion : éléments pour une réflexion collective**", Commission Emploi-Travail de la Fédération Protestante de France, 1996, 57 p.

Source : FEDERATION PROTESTANTE DE FRANCE;FPF
Date de parution : 05 avril 1994